

UNE ETRANGE AFFAIRE. 20 août 1953 : l'éloignement forcé jusqu'en Corse du sultan du Maroc laisse le Parlement indifférent.

Après une délibération, agitée, du Conseil des ministres, à l'Elysée, le matin du 20 août 1953, le général Guillaume, résident général de France au Maroc, se rend au palais de Sidi Mohammed Ben Youssef, à Rabat et, se conformant aux ordres reçus de Paris, il le contraint à monter immédiatement dans un avion qui l'emène en résidence surveillée en Corse.

Cet événement, qui marquera longtemps l'histoire mouvementée des relations franco-marocaines, ne provoque alors aucune réaction parlementaire, ni chez les élus MRP ni chez les autres !

Le Parlement est en vacances et l'actualité politique est faite entièrement des graves conséquences que va sûrement entraîner la crise sociale : les grèves se prolongent dans l'ensemble du secteur public et leur contrôle échappe aux centrales syndicales.

Certes, le Bureau de l'Assemblée Nationale s'est réuni plusieurs fois mais c'était pour compter le nombre des députés qui, par télégrammes, demandent la convocation du Parlement en vue de débattre de la crise sociale. Le MRP ne demande pas cette convocation – réclamée par la SFIO et le PC-, mais il a les mêmes préoccupations sur la crise : réunie le 18 août, sa Commission exécutive a désigné une délégation (composée de Colin, Lecourt, Walker, Dumas et Delfosse, responsable des Equipes ouvrières du Mouvement) avec mission de "prendre contact avec le gouvernement et les organisations syndicales".

Au sein du gouvernement, il y aura une réaction : celle de François Mitterrand, ministre délégué au Conseil de l'Europe, qui donnera sa démission le 3 septembre et qui ne sera pas remplacé. Son collègue de l'UDSR, René Plevin, conservera son portefeuille de ministre de la Défense nationale.

A la rentrée parlementaire en octobre, l'événement du 20 août paraît oublié. Aux réunions du Groupe MRP on n'en dit mot et on n'en parlera brièvement-, pour la première fois que le 16 février 1954, à la demande de Roger Devémy, député de la Saône-et-Loire, et de Jonah Ranaivo, élu de Madagascar, où le sultan a été transféré (depuis la Corse), avec sa famille et son entourage.

Pourquoi ce long silence ?

A la fin du mois d'août et en septembre, la crise sociale, qui paralyse les services publics, domine toutes les pensées dans tous les partis ; le Gouvernement, comme les groupes qui ont investi le président du Conseil, Joseph Laniel, sont divisés sur le choix des remèdes, alors qu'il existe au sein de l'Assemblée, en puissance, une majorité prête à faire un choix, comme l'a affirmé le MRP au mois de mai, au Palais de la Mutualité, à l'issue de son neuvième congrès national ... et comme semble tout à coup le découvrir Guy Mollet lui-même !

Oui, le 13 septembre, à Bruay-en-Artois, dans un discours sur les leçons politiques à tirer de la crise sociale, le secrétaire général de la SFIO tient des propos importants, étonnants dans sa bouche (qui lui vaudraient une ovation dans un congrès MRP) : *"Le drame de la situation présente, c'est qu'il existe dans l'opinion une majorité opposée à une politique de droite. Mais les stalinien empêchent l'existence d'une majorité pour une politique de gauche... Est-il possible ou non que les républicains de ce pays unissent leur force en vue de l'indispensable changement de politique ? Un tel regroupement implique qu'entre travailleurs, organisés ou non, entre membres de grandes associations syndicales, coopératives, mutualistes et culturelles, l'union se fasse aussi bien avec les chrétiens contre les cléricaux qu'avec les ouvriers communistes abusés contre les chefs stalinien, sur un programme minimum précis ... C'est sur de telles bases que doit s'organiser le Front démocratique et social..."* (L'Année Politique – 1953, page 64).

Ce langage nouveau chez Guy Mollet met les dirigeants du Parti radical en état d'alerte. Que choisir ? Léon Martinaud-Déplat, qui est secrétaire général "administratif" du parti mais aussi et surtout ministre de l'Intérieur, est à cette époque le véritable patron de la Rue de Valois. Comment sortir ses amis de l'impasse ? Il leur faut conserver leurs alliances traditionnelles avec les socialistes pour les élections, mais il leur faut aussi sauvegarder leur entente, au sein du gouvernement, avec la droite libérale dans le domaine économique et anti-libérale dans les relations franco-tunisiennes et marocaines. Devant le Congrès national du Parti radical, qui se tient du 17 au 20 septembre à Aix-les-Bains, Martinaud-Déplat s'en tire en posant une série de questions-barrages à l'adresse de Guy Mollet, du genre : s'agit-il de la Troisième Force reconstituée ... N'est-ce qu'un antidote contre le Front populaire ou le Front populaire lui-même ? (L'Année Politique-1953, page 65).

C'est clair : la réponse des radicaux à Guy Mollet, c'est "non".

Mais elle ne suffit pas pour décourager le secrétaire général de la SFIO. Le 18 octobre à Lille, il déclare : "Les socialistes demandent aux autres organisations politiques et économiques de confronter leurs positions avec les leurs aux fins de créer un mouvement démocratique et social qui ne serait pas derrière le Parti socialiste mais avec celui-ci ... Nous sommes d'accord pour prendre nos responsabilités quand, avec d'autres, nous aurons établi un programme immédiat, un contrat qu'il faudra respecter et faire entrer dans les faits." (L'Année Politique – 1953, page 72).

A cette relance, le MRP apporte un écho favorable : réuni le même jour à Paris, son Comité national décide de subordonner le maintien des ministres républicains populaires dans le Gouvernement Laniel à l'application rapide d'un programme comportant l'amélioration des salaires, l'assainissement des circuits de distribution, l'organisation européenne des marchés agricoles et la réforme fiscale (vaste programme !).

Plusieurs délégués des fédérations départementales ont critiqué, au cours des débats, "un gouvernement réactionnaire, où le MRP fait office de garde-fou de la droite" (L'Année Politique-1953, page 72).

Au niveau du Groupe MRP de l'Assemblée Nationale, son président, Robert Lecourt, précise le cadre et les objectifs d'un tel regroupement politique dans un discours prononcé le 25 octobre devant le Congrès MRP du Gard : "Il ne saurait servir de couverture à des objectifs anti-européens à étiquette sociale pas plus qu'à un protectionnisme camouflé des intérêts ... Il ne doit pas être seulement parlementaire mais appuyé sur le peuple." (L'Année Politique-1953, page 72).

J.P.

